

DIRECTION DE LA PRÉVISION  
ET DE LA STATISTIQUE

PROJET RECENSEMENT GÉNÉRAL  
DE LA POPULATION ET DE L'HABITAT (RGPH/2000)

**COMMISSION CHARGÉE DU QUESTIONNAIRE  
ET DES DOCUMENTS D'ENQUÊTE**

Mamadou Matar GUEYE  
Téléphone # 630 07 59 (Portable)  
# 824 28 80 (Domicile)

**APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE  
POUR L'ACTUALISATION DU CALENDRIER HISTORIQUE**

L'objet de ce document est de proposer, pour le Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2000 (RGPH/2000), un cadre conceptuel pour l'actualisation du calendrier historique ayant servi au Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 1988 (RGPH/88). Il décrit le contexte, définit les objectifs et le champ d'intérêt, présente l'approche méthodologique adoptée et dégage les moyens humains, matériels et financiers à mettre en œuvre. A cet effet, un budget est donné en annexe.

**1. CONTEXTE**

Le Sénégal entreprend son troisième recensement général de la population et de l'habitat. Celui-ci consiste à recueillir des données fiables permettant, entre autres, la répartition de la population totale selon certaines caractéristiques socio-économiques et démographiques et en particulier l'âge. Cela tient, notamment à l'importance accordée à l'âge dans l'analyse démographique et la planification du développement.

D'une part, l'âge est utilisé pour la définition et la détermination de la population scolarisable, la population alphabétisée, la population potentiellement active, la population en âge de procréer, la population dite âgée, la population adolescente ainsi que la population vaccinale. Par ailleurs l'âge intervient dans l'identification de groupes tels que les enfants qui travaillent et ceux qui souffrent d'un handicap, par exemple. La connaissance de l'effectif de ces catégories permet aux décideurs, de planifier de façon plus équilibrée et plus équitable, certains secteurs du développement économique et social dont ils ont la charge.

D'autre part, combiné au sexe, l'âge constitue un outil de premier plan dans les études de la population, permettant par exemple, la construction de la pyramide des âges, représentation graphique simple mais fidèle de la structure de la population. Construite sur la base de données exactes, la pyramide des âges donne de façon instantanée des renseignements précieux sur l'évolution démographique passée et future de celle-ci, notamment sur l'évolution de groupes d'âges spécifiques.

L'on peut, à travers elle, observer, analyser et interpréter les effets des changements dans la fécondité, la mortalité et la migration sur la structure de la population. S'y ajoute, en termes de perspective, l'intérêt que présentent les projections démographiques, outil essentiel pour la planification en général et la prévision en particulier. Or, celles-ci utilisent la structure par sexe et par l'âge.

En effet, les interactions entre la dynamique de ces phénomènes et les profondes transformations à caractère économique et social impriment, de façon notable, leurs marques sur la société dont elles déterminent l'histoire démographique.

Toutefois, des déclarations fausses ou inexactes de l'âge conduisent à des pyramides qui donnent un profil erroné de la structure de la population. Cela se traduit par une mauvaise détermination des groupes d'âges d'intérêt et mène à des conclusions hasardeuses et par suite à des décisions de politiques économiques et sociales mal éclairées.

Or, si les erreurs sur la détermination du sexe sont pratiquement nulles, c'est loin d'être le cas pour l'âge.

En outre, le système d'état civil demeure la principale source de données sur la date des événements tels que la naissance, le mariage, le divorce et le décès. Toutefois, l'on sait que l'état civil sénégalais, comme ceux de nombre de pays d'Afrique, reste encore défectueux et incomplet. Ainsi, beaucoup d'individus, tous âges confondus, ignorent encore leur date de naissance réelle ou leur âge exact. D'autres détiennent des pièces qui n'indiquent pas leur âge réel (jugement). Enfin, des personnes peuvent se procurer de nouvelles pièces pour satisfaire des critères requis pour diverses demandes (examens et concours, emploi, visas, entre autres).

Aussi, les recensements et enquêtes constituent-ils des sources secondaires inestimables pour suppléer le système d'état civil dans nos pays en développement. Faudrait-il, toutefois, que les données collectées soient de bonne qualité. Les statistiques provenant des sources précitées n'ont aucun caractère légal ou réglementaire et ne peuvent nullement affecter la vie des individus interrogés ou constituer une menace pour leurs intérêts. Pour cette raison, l'on peut s'attendre à une bonne volonté de la part de ces derniers, à aider à la détermination de leur âge réel.

De ce qui précède, l'on peut affirmer que, si des mesures permettant de corriger les données sur l'âge et d'estimer les âges manquants ne sont pas prises, l'on est en droit de présager des conséquences négatives sur les analyses futures de la population. Cela justifie la préoccupation des démographes et leur souci d'anticiper, pour contourner les sérieuses difficultés auxquelles l'état civil sénégalais se trouve confronté.

## **2. OBJECTIF**

C'est pour pallier les insuffisances de l'état civil et corriger les distorsions que l'absence de données ou la présence de données fausses peuvent entraîner sur la structure par âge que les démographes utilisent la technique du calendrier historique. Le calendrier historique permet d'estimer de façon plus ou moins rigoureuse l'âge des personnes qui ignorent leur date de naissance. Spécifiquement, cela consiste, pour une localité donnée, en un recueil chronologique d'événements marquants, anciens ou récents, et dont la date est bien connue. Le fait que ces événements aient marqué de façon particulière la société en question, aide les populations de la localité concernée à situer, une naissance ou tout autre événement d'intérêt (mariage, décès, migration ou autre) et permet ainsi la détermination, avec une bonne approximation, de la date à laquelle celle-ci a eu lieu.

Ces événements comprennent, entre autres:

- la naissance ou le décès d'une personnalité religieuse, coutumière ou administrative,
- la nomination ou la destitution d'un chef coutumier ou administratif (chef de canton, chef de village, chef d'arrondissement, préfet, gouverneur, etc.),
- la construction d'édifices et monuments publics (mosquées, églises, etc.),
- la création d'infrastructures (routes, dispensaires, hôpitaux, marchés), le fonçage de puits,
- les calamités (sécheresses, inondations, famines),
- les épidémies humaines ou animales (méningites, pestes humaines ou bovines, gale, choléra, etc.),
- les phénomènes climatiques,
- les élections et les changements de fonction (président, maire, etc.) ou autres faits politiques,
- etc.

Convaincue de l'utilité du calendrier historique, la DPS a élaboré son premier calendrier à l'occasion du premier Recensement Général la Population en 1976 (RGP/76). Ce calendrier a été corrigé et actualisé lors du deuxième RGPH de 1988.

Spécifiquement, il s'agira, dans le cadre du RGPH/2000, de parfaire le calendrier existant en le réadaptant et en le réactualisant par une mise à jour qui consiste à recueillir les événements marquants, d'intérêt national ou local, intervenus depuis 1987 dans les zones ciblées.

### 3. CHAMP DU CALENDRIER HISTORIQUE

L'idéal, pour ce travail, serait de visiter l'ensemble des communes et communautés rurales du Sénégal, du fait même que l'on cherche à repérer les événements marquants survenus dans l'histoire de ces communautés de base, donc ceux concernant directement les populations visées. Toutefois, en raison des contraintes de temps et de coût, les communes secondaires ne seront pas visitées. En revanche, elles seront considérées comme faisant partie des arrondissements qui les englobent géographiquement. En outre, les informations sur le calendrier historique des communautés rurales (CR) d'un même arrondissement ne seront pas recueillies de façon séparée, mais globalement au niveau du chef lieu d'arrondissement. La réactualisation du calendrier historique sera limitée aux 91 arrondissements et aux principales communes du Sénégal. Le tableau 1 présente, pour chaque région, le nombre d'arrondissements et communes devant faire l'objet d'une mise à jour de leur calendrier. Le tableau 2 en dresse la liste nominative exhaustive.

**TABLEAU 1: REPARTITION DES ARRONDISSEMENTS ET COMMUNES SELON LA REGION**

REGION	ARRONDISSEMENT	COMMUNE	COMMUNES A VISITER
DAKAR	---	6	5
ZIGUINCHOR	8	4	3
DIOURBEL	7	4	4
SAINT LOUIS	11	12	5
TAMBACOUNDA	13	3	3
KAOLACK	10	6	3
THIES	10	9	6
LOUGA	11	4	3
FATICK	10	8	5
KOLDA	11	5	3
	91	61	40

**TABLEAU 2: LISTE NOMINATIVE DES ARRONDISSEMENTS ET COMMUNES CIBLEES**

REGION	ARRONDISSEMENT	COMMUNE
DAKAR		DAKAR PIKINE GUEDIAWAYE RUFISQUE BARGNY
...		
ZIGUINCHOR	DIOULOLOU SINDIAN TENDOUCK TENGHORY KABROUSSE LOUDIA-WOLOF NIAGUIS NYASSIA	BIGNONA OUSSOUYE ZIGUINCHOR
...		
DIOURBEL	BABA-GARAGE LAMBAYE NGOYE NDINDY NDOULO KAEL NDAME	BAMBEY DIOURBEL MBACKE TOUBA
...		
SAINT LOUIS	MBANE ROSS-BETHIO SINTHIOU BAMAMBE OGO ORKADIERE AGNAM-SIVOL CAS-CAS GAMADJI SARRE SALDE THILLE BOUBACAR RAO	DAGANA RICHARD-TOLL SAINT-LOUIS MATAM PODOR
...		
TAMBACOUNDA	BALLA DIAWARA GOUDIRY KIDIRA BANDAFASSI FONGOLEMBI SALEMATA SARAYA KOUMPENTOUM KOUSSANAR KOULIBANTANG MISSARAH KENIEBA	BAKEL KEDOUGOU TAMBACOUNDA
.....KAOLACK	BIRKILANE MAKA YOP MALEME HODDAR NGANDA SIBASSOR NDIEDIENG KOUMBAL MEDINA SABAKH	KAFFRINE KAOLACK NIORO

PAOSKOTO  
WACK-NGOUNA

**TABLEAU 2 (suite): LISTE NOMINATIVE DES ARRONDISSEMENTS ET COMMUNES CIBLEES**

REGION	ARRONDISSEMENT	COMMUNE
THIES	FISSEL SINDIAN SESSENE NOTTO KEUR MOUSSA THIENABA MEOUANE MERINA-DAKHAR NIAKHENE PAMBAL	JOAL-FADIOUTH MBOUR KHOMBOLE THIES MEKHE TIVAOUANE
.....LOUGA	DAROU MOUSTY NDANDE SAGATTA BARKEDJI SAGATTA DJOLOFF DODJI YANG-YANG COKI KEUR MOMAR SARR MBEDIENE SAKAL	KEBEMER LINGUERE LOUGA
.....FATICK	DIAKHAO FIMELA NIAKHAR TATAGUINE DJILOR NODIOR TOUBAKOUTA TOUBAKOUTA COLOBANE MBADAKHOUNE OUADIOUR	FATICK FOUNDIOUGNE SOKONE GOSSAS GUINGUINEO
.....KOLDA	DABO DIOULACOLON YORO-FOULAH BOUNKILING DIATTACOUNDA DIENDE DJIBABOUYA TANAF BONCONTO KOUNKANE PAKOUR	KOLDA SEDHIOU VELINGARA

#### 4. METHODOLOGIE

L'actualisation du calendrier historique est confiée à la commission du RGPH/2000 chargée de l'élaboration du QUESTIONNAIRE ET DES DOCUMENTS D'ENQUETE. Elle en assure la coordination au niveau national. Au niveau régional, sauf à Dakar, la commission s'appuiera sur les Bureaux Régionaux de la Prévision et de la Statistique. En raison des délais assez courts et de la charge de travail des CBR, fortement sollicités dans la cartographie du recensement et des activités connexes. S'y ajoutent d'autres contraintes, non moins

importantes, liées notamment **aux procédures de gestion des fonds mis à la disposition du RGPH.**

Aussi, pour réaliser ce travail de réactualisation, la DPS fera-t-elle appel à des consultants qui, sauf à Dakar, devront travailler sous l'autorité des CBR et en étroite collaboration avec les autorités administratives (sous préfets), locales (maires et présidents de communauté rurale), chefs de services compétents (Centre d'Expansion Rural Polyvalent, archives nationales et municipales, journaux, radios) et des personnes ayant une bonne connaissance des faits historiques.

A Dakar, un membre de la commission chargée du calendrier historique, assisté par des membres de l'encadrement central du RGPH/2000, sera chargée de coordonner les travaux au niveau des communes de la région.

Dans cette organisation, les populations jouent un rôle central. En effet, de par sa nature, l'élaboration d'un calendrier historique nécessite la contribution de personnes informées et averties, souvent considérées comme gardiennes de la mémoire collective de leurs concitoyens. Généralement, il s'agit de notables, griots, historiens ou autres personnes d'un statut particulier, détenteurs de renseignements historiques d'un intérêt capital pour leur communauté.

#### **4. 1. ORGANISATION DU TRAVAIL**

Du fait de la spécificité de chaque milieu (urbain ou rural), une approche différenciée sera adoptée. Pour appuyer le CBR, il sera recruté des consultants pour chaque milieu. En milieu rural, les consultants seront chargés de l'actualisation des calendriers historiques au niveau de l'arrondissement; en milieu urbain ils devront couvrir les grandes communes retenues. En milieu rural le nombre de consultants par région est fonction du nombre d'arrondissements. Le tableau 3 donne la répartition des consultants selon la région et le milieu.

##### **4.1.1. AU NIVEAU ARRONDISSEMENT**

###### **4.1.1.1. CONSTITUTION DE COMMISSIONS DE DISCUSSION**

Une commission de concertation sera créée dans chaque arrondissement. En collaboration avec le sous préfet (SP), principale autorité administrative de l'arrondissement et les présidents de communauté rurale (PCR), premiers responsables locaux des CR, le CBR de la Prévision et de la Statistique et les consultants devront constituer une commission de réflexion représentative de l'ensemble des CR de l'arrondissement. Ainsi, le CBR et les consultants pourront établir un calendrier de visites pour les différents arrondissements de la région.

Chaque commission sera composée de douze (12) personnes dont le SP, les PCR, le chef du centre d'expansion rural polyvalent (CERP) complétés par des membres dits simples, ayant une connaissance avérée des faits historiques de l'arrondissement. En ce qui concerne ces derniers, il peut s'agir d'historiens, de communicateurs traditionnels, de notables, de personnalités religieuses ou coutumières ou toute autre personne dont le statut social peut justifier sa prédisposition à cette forme de savoir. Le choix de ces personnes peut être laissée à l'appréciation du SP et des PCR qui, en plus de l'autorité dont ils sont investis, connaissent les compétences de leurs administrés mieux que des personnes extérieures à la communauté.

###### **4.1.1.2. FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS DE DISCUSSION**

La mission de chaque commission est d'actualiser le calendrier historique de l'arrondissement concerné, suite aux discussions ouvertes entre les membres sur les événements historiques qui auront été répertoriés. Il est souhaitable que le SP préside la commission, et cela, pour mettre l'accent sur le caractère officiel du travail demandé, le sérieux et l'importance qu'on y attache.

Avec l'appui, et sous le contrôle du CBR, le consultant, animateur du groupe, doit conduire les débats de manière contradictoire, afin de ne retenir un événement que sur la base d'un consensus au sein des participants. Au fur et à mesure que les discussions se poursuivent, les événements marquants ayant fait l'objet d'un accord seront consignés. A la fin des débats, une dernière vérification sera faite pour valider, avec l'assemblée, la liste ainsi dressée.

**TABLEAU 3: REPARTITION DES CONSULTANTS SELON LA REGION, LE MILIEU ET LE NOMBRE D'ARRONDISSEMENTS A COUVRIR.**

REGION	Nbre d'ARRTS	Nbre de consultants ruraux	Répartition des ARRTs entre consultants ruraux	Nbre de consultants urbains	Nbre total de consultants
ZIGUINCHOR	8	2	1er consultant = 4 2eme consultant = 4	1	3
DIOURBEL	7	2	1er consultant = 4 2eme consultant = 3	1	3
SAINT-LOUIS	11	3	1er consultant = 4 2eme consultant = 4 3eme consultant = 3	1	4
TAMBACOUNDA	13	3	1er consultant = 4 2eme consultant = 4 3eme consultant = 5	1	4
KAOLACK	10	3	1er consultant = 4 2eme consultant = 3 3eme consultant = 3	1	4
THIES	10	3	1er consultant = 4 2eme consultant = 3 3eme consultant = 3	1	4
LOUGA	11	3	1er consultant = 4 2eme consultant = 4 3eme consultant = 3	1	4
FATICK	10	3	1er consultant = 4 2eme consultant = 3 3eme consultant = 3	1	4
KOLDA	11	3	1er consultant = 4 2eme consultant = 4 3eme consultant = 3	1	4
DAKAR	NA	NA	NA	4	4
<b>ENSEMBLE</b>	<b>91</b>	<b>25</b>	<b>NA</b>	<b>13</b>	<b>38</b>





#### **4.1.2. AU NIVEAU DES COMMUNES AUTRES QUE CELLES DE LA REGION DE DAKAR**

Pour chaque région, sauf à Dakar, il sera recruté un consultant placé sous le contrôle du CBR qui devra veiller à la bonne qualité du travail fourni par ce dernier. Les consultants travailleront principalement dans les mairies des communes de leur région respective. Contrairement à ce qui se fait au niveau de l'arrondissement, il ne sera pas constitué de commission dans les communes retenues. Le travail qui leur est demandé consistera à exploiter les archives des mairies et d'autres services habilités à fournir le type d'information recherché. Si besoin, ces derniers pourront consulter des personnes ressources dont la réputation dans le domaine ne fait pas de doute. Celles-ci seront choisies ou désignées par le maire ou ses conseillers.

#### **4.1.3. DANS LA REGION DE DAKAR**

Du fait qu'il n'existe pas de Bureau Régional de la Prévision et de la Statistique à Dakar, les quatre (4) consultants qui y seront recrutés, travailleront sous le contrôle d'un membre de l'encadrement du RGPH/2000 et seront chargés respectivement, de couvrir les communes de Dakar, Pikine, Guédiawaye, Rufisque et Bargny. En plus des archives municipales et certains services compétents, les archives nationales et les journaux de fin d'année (1987 à 1999) constituent des sources importantes de données sur les événements marquants. Il est fortement recommandé que les consultants les examinent. En outre, la radio télévision nationale (RTS) et les chaînes privées sont aussi des sources à exploiter.

### **4.2. COORDINATION NATIONALE**

La coordination nationale est assurée par un membre de la commission chargée du questionnaire et des documents d'enquête qui, avec l'appui d'autres membres de l'encadrement central, peut effectuer des missions de suivi et de contrôle dans les différentes régions. Le calendrier de visites de chaque région devra lui être communiqué dans les plus brefs délais.

### **5. MANDAT DES CONSULTANTS**

Pour le recueil des événements marquants, les consultants devront, chacun en ce qui le concerne, procéder à l'animation des commissions en milieu rural, à l'exploitation des archives et à l'interview de personnes habilitées en milieu urbain. Techniquement, les consultants sont chargés dans chaque arrondissement ou commune ciblé(e), d'actualiser le calendrier historique de 1988, sous le contrôle du CBR. Ce travail consiste à y ajouter la liste chronologique des événements intervenus durant les 12 dernières années (de 1987 à 1999) et validés par les groupes de discussion. Pour l'année 1987, en particulier, ils veilleront à ce qu'il n'y ait pas de contradiction entre le calendrier historique de 1988 et celui de 1999. De même, ils s'attacheront à vérifier que, pour un même événement déclaré dans des arrondissements (ou communes) contigu(e)s, les dates indiquées sont concordantes. Dans le cas contraire, une correction s'impose. Enfin, les consultants devront présenter un rapport succinct sur le déroulement de leur travail, indiquant leurs sources, les problèmes rencontrés et une évaluation donnant les limites du travail fourni. Ce rapport sera validé, selon le cas, par le CBR ou le responsable désigné par le coordonnateur national.

En milieu rural, les consultants assument également des **tâches de gestion financière** liées à la nature du travail qui repose sur des commissions de discussions. En effet, il reviendra aux consultants de prendre à leur compte les dépenses relatives à la prise en charge des membres

des groupes de discussion. Dans leur rémunération la DPS prendra en compte les montants à verser aux participants. Ce dernier aspect sera développé au **point 7**.

## **6. PROFIL DES CONSULTANTS**

Considérant la nature du travail, les consultants devront disposer d'un minimum d'expérience dans les recensements et enquêtes socio-économiques et démographiques auprès des ménages, preuve que l'objet du calendrier historique ne leur est pas étranger. Sans être une exigence, il est souhaitable que les consultants soient exposés à l'animation de discussions de groupe. Ils doivent avoir un sens aigu de l'organisation de débats contradictoires, ce qui nécessite beaucoup de tact, étant donné, la qualité des participants ciblés. Familiers des d'archives, ils doivent être méthodiques et dotés d'un esprit sélectif dans la recherche documentaire. Enfin les consultants doivent avoir une capacité de synthèse et être capables de rédiger un rapport succinct, facilement exploitable.

## **7. RECRUTEMENT ET REMUNERATION DES CONSULTANTS, PRISE EN CHARGE DES PARTICIPANTS ET JUSTIFICATION DES DEPENSES**

Pour le travail demandé, il sera signé un contrat entre la DPS et les consultants pris individuellement. Pour chaque région, trois à quatre consultants seront recrutés pour couvrir le milieu rural et le milieu urbain. A Dakar et dans les autres régions, le recrutement des consultants relève de la responsabilité du coordonnateur national et des CBR respectivement. Les consultants recevront des versements en fonction de la charge de travail dans leur région, estimée sur la base du nombre d'arrondissements et communes et du nombre de participants à inviter. Ces versements incluent les honoraires du consultant et le montant de la prise en charge des participants (frais de transport et nourriture) confiée à ce dernier.

Les honoraires du consultant et les indemnités des participants sont fixés par la DPS. Pour chaque commission, les consultants devront justifier, l'utilisation des indemnités versées aux participants en produisant un état de paiement signé par les bénéficiaires et portant de chaque participant les indications suivantes: prénoms et nom, N° pièce d'identification, adresse montant perçu et signature (voir modèle ci-dessous).

### **ETAT DE PAIEMENT D'INDEMNITES A LA COMMISSION DE DISCUSSION**

Date.....  
 Région.....Arrondissement.....  
 Chef du BRPS.....Consulatnt.....

N°	Prénoms et Nom	N° CNI, PC ou PP	Adresse	Montant Perçu	Signature
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
10					
11					

12					
----	--	--	--	--	--

Il vous est loisible de faire deux états distincts: un pour le personnel de l'administration (sous préfet et chef de CERP) et un pour les autres membres.

Par ailleurs, les moyens nécessaires à la frappe (micro ordinateurs, imprimantes, disquettes, papier) seront dégagés par le CBR.

## **8. MOYENS DE TRANSPORT ET FRAIS DE DEPLACEMENTS**

En milieu rural, le transport des consultants sera assuré par le CBR qui recevra une dotation en carburant pour effectuer ses déplacements. De même, le SP bénéficiera d'une certaine quantité de carburant pour ses déplacements effectués dans le cadre du calendrier historique. S'agissant du véhicule, le CBR pourra, comme cela se fait habituellement, demander l'appui du gouverneur ou de tout autre service administratif de la région. Le CBR et le chauffeur qui le conduit bénéficieront, respectivement de frais de déplacements (dénommés indemnités de terrain) et d'un salaire (forfaitaires pour la période des travaux). En milieu urbain, le consultant recevra des honoraires en rapport avec sa charge de travail. Le montant proposé inclut des frais de déplacement calculés sur la base des distances qu'il aura à parcourir. Il devra donc prendre les dispositions nécessaires pour assurer, lui même ses déplacements et ce, sans nuire à la bonne marche du travail. Le CBR peut toutefois, juger utile de l'assister.

## **9. BUDGET**

En vue de faciliter le travail demandé, des moyens seront mis à la disposition des équipes. En plus des honoraires des consultants et les indemnités des participants, le budget prévisionnel (présenté en annexe) devra permettre de couvrir les frais ci-dessous:

- du carburant pour le déplacement du chef de bureau, le SP et des membres de la coordination nationale,
- des fournitures de bureau pour la frappe du calendrier historique et la rédaction des rapports (papier, disquettes, cartouches d'imprimante, bics, etc.)
- une caisse d'avance pour les dépenses de terrain imprévues (entretien et petites réparations de véhicule, frais de bac, location de pirogue, etc.)
- du matériel de couchage, etc.

Il faut noter que le matériel et les fournitures indiqués pour mémoire dans le budget sont déjà disponibles à la DPS ou dans les bureaux régionaux (avec les équipes de cartographie notamment). Son affectation sera fonction des besoins exprimés par chaque région.

## **10. DUREE DU TRAVAIL**

Pour la plupart des régions, la durée du travail peut être estimée à deux semaines en moyenne. Toutefois, l'on doit tenir compte des caractéristiques géographiques particulières des régions de Saint-Louis, Tambacounda et Louga. En raison, de l'état défectueux du terrain et des longues distances qui contribuent à ralentir le rythme de progression dans ces régions, la durée limite pour achever tous les travaux est fixée globalement à trois semaines, à compter de la date de mise en place du budget et du recrutement des consultants. La date retenue pour le démarrage effectif des travaux sera communiquée par téléphone.

## **11. DISPOSITIONS PARTICULIERES A PRENDRE**

Il est fortement recommandé que les mesures suivantes soient prises, sans tarder:

- diligenter la mise en place du budget pour un démarrage immédiat des travaux,
- mettre un véhicule à la disposition de la coordination pour la durée de l'opération,
- engager les procédures administratives (correspondances officielles aux autorités concernées, information des CBR pour dispositions à prendre).
- imprimer, pour chaque région, le calendrier historique utilisé lors du RGPH de 1988 et remettre le fichier correspondant aux CBR.
- commencer la prospection des consultants.

**VOS CRITIQUES ET COMMENTAIRES POUR  
L'AMELIORATION DE CE DOCUMENT SONT LES BIENVENUS**

# ACTUALISATION DU CALENDRIER HISTORIQUE EN VUE DE LA REALISATION DU RECENSEMENT GENERAL DE LA POPULATION ET DE L'HABITAT DU SENEGAL DE L'AN 2000 (RGPH/2000)

## BUDGET PREVISIONNEL

(Version du 9 février 2000)

HONORAIRES A VERSER EN MILIEU RURAL			
REGION	RUBRIQUE	COUT UNITAIRE * QUANTITE	MONTANT
ZIGUINCHOR	. Honoraires Consultants	80.000 * 2	160.000
	. Indemnités Participants	(5000*10 + 10.000*2)) * 8	560.000
	<b>Sous-total 1</b>		<b>720.000</b>
DIOURBEL	. Honoraires Consultants	80.000*1 + 60.000*1	140.000
	. Indemnités Participants	(5000*10 + 10.000*2)) * 7	490.000
	<b>Sous-total 2</b>		<b>630.000</b>
SAINT-LOUIS	. Honoraires Consultants	80.000*2 + 60.000*1	220.000
	. Indemnités Participants	(5000*10 + 10.000*2)) * 11	770.000
	<b>Sous-total 3</b>		<b>990.000</b>
TAMBACOUNDA	. Honoraires Consultants	80.000*2 + 100.000*1	260.000
	. Indemnités Participants	(5000*10 + 10.000*2)) * 13	910.000
	<b>Sous-total 4</b>		<b>1.170.000</b>
KAOLACK	. Honoraires Consultants	80.000*1 + 60.000*2	200.000
	. Indemnités Participants	(5000*10 + 10.000*2)) * 10	700.000
	<b>Sous-total 5</b>		<b>900.000</b>
THIES	. Honoraires Consultants	80.000*1 + 60.000*2	200.000
	. Indemnités Participants	(5000*10 + 10.000*2)) * 10	700.000
	<b>Sous-total 6</b>		<b>900.000</b>
LOUGA	. Honoraires Consultants	80.000*2 + 60.000*1	220.000
	. Indemnités Participants	(5000*10 + 10.000*2)) * 11	770.000
	<b>Sous-total 7</b>		<b>990.000</b>
FATICK	. Honoraires Consultants	80.000*1 + 60.000*2	200.000
	. Indemnités Participants	(5000*10 + 10.000*2)) * 10	700.000
	<b>Sous-total 8</b>		<b>900.000</b>
KOLDA	. Honoraires Consultants	80.000*2 + 60.000*1	220.000
	. Indemnités Participants	(5000*10 + 10.000*2)) * 11	770.000
	<b>Sous-total 9</b>		<b>990.000</b>
<b>TOTAL HONORAIRES VERSES EN MILIEU RURAL</b>			<b>8.190.000</b>

HONORAIRES A VERSER EN MILIEU URBAIN			
REGION	RUBRIQUE	COUT UNITAIRE * QUANTITE	MONTANT
DAKAR	Honoraires Consultant <b>Sous-total 10</b>	175.000 * 4	700.000 <b>700.000</b>
SAINT-LOUIS	Honoraires Consultant <b>Sous-total 11</b>	210.000 * 1	210.000 <b>210.000</b>
TAMBACOUNDA	Honoraires Consultant <b>Sous-total 12</b>	210.000 * 1	210.000 <b>210.000</b>
AUTRES REGIONS	Honoraires Consultant <b>Sous-total 13</b>	165.000 * 7	1.155.000 <b>1.155.000</b>
<b>TOTAL HONORAIRES VERSES EN MILIEU URBAIN</b>			<b>2.275.000</b>

AUTRES DEPENSES			
POSTE	RUBRIQUE	COUT UNITAIRE * QUANTITE	MONTANT
<b>Carburant</b>	Tournées Sous-Préfets	300 * (91 * 50 l)	1.365.000
	Tournées Chefs de bureau	300 * 4500	1.350.000
	Missions coordination	300 * 1200 l	360.000
	<b>Sous-total 14</b>		<b>3.075.000</b>
<b>Indemnités de terrain</b>	Chefs de Bureau	10.000 * (15 j * 9)	1.350.000
	Chauffeurs	5.000 * (15 j * 9)	675.000
	Coordination	(10.000 * 15 j * 4) + (5.000 * 15j )	675.000
	<b>Sous-total 15</b>		<b>2.700.000</b>
<b>Caisse d'avance</b>	Fatick	50.000 * 1	50.000
	Autres régions	10.000 * 8	80.000
	Coordination	50.000 * 1	50.000
	<b>Sous-total 16</b>		<b>180.000</b>
<b>Matériel et fournitures de bureau</b>	Encre Imprimante	(30.000 * 9) + (100.000 * 1)	370.000
	Papier	6.606 * (10 rames * 12)	792.720
	Bloc note	PM	
	Disquettes	PM	
	Lits de camp	PM	
	Matelas	PM	
	Ensemble gaz	PM	
	Bic	PM	
	<b>Sous-total 17</b>		<b>1.162.720</b>
<b>Divers</b>	Appels téléphoniques de la coordination: Carte Diamono	30.000	30.000
	Autres communications	50.000	50.000
	<b>Sous-total 18</b>		<b>80.000</b>
<b>TOTAL AUTRES DEPENSES</b>			<b>7.197.720</b>

<b>TOTAL GENERAL BUDGET</b>	<b>17.662.720</b>
-----------------------------	-------------------

DPS/RGPH/2000/CO.Q: CALENDRIER HISTORIQUE

**ACTUALISATION DU CALENDRIER HISTORIQUE EN VUE DE LA  
REALISATION DU RECENSEMENT GENERAL DE LA POPULATION  
ET DE L'HABITAT DU SENEGAL DE L'AN 2000 (RGPH/2000)**

**DOTATION EN CARBURANT ET EN MATERIEL DIVERS SELON LA REGION,**

<b>REGION</b>	<b>Carburant sous préfets</b>	<b>Carburant Chef de Bureau</b>	<b>Total Carburant</b>	<b>Avance Carburant</b>	<b>Disquette</b>	<b>Blocs Notes</b>	<b>Rames papier</b>	<b>Document Méthodolo gique</b>
ZIGUINCHOR	400	400	800	120	10	1	1	1
DIOURBEL	350	400	750	120	10	1	1	1
SAINT-LOUIS	550	600	1150	180	10	1	1	1
TAMBACOUNDA	650	600	1250	180	10	1	1	1
KAOLACK	500	450	950	140	10	1	1	1
THIES	500	400	900	120	10	1	1	1
LOUGA	550	550	1100	160	10	1	1	1
FATICK	500	550	1050	160	10	1	1	1
KOLDA	550	550	1100	160	10	1	1	1
DAKAR	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA
<b>ENSEMBLE</b>	<b>4550</b>	<b>4500</b>	<b>9050</b>	<b>1340</b>	<b>90</b>	<b>9</b>	<b>9</b>	<b>9</b>

**ACTUALISATION DU CALENDRIER HISTORIQUE EN VUE DE LA  
REALISATION DU RECENSEMENT GENERAL DE LA POPULATION  
ET DE L'HABITAT DU SENEGAL DE L'AN 2000 (RGPH/2000)**

**DOTATION EN CARBURANT ET EN MATERIEL DIVERS SELON LA REGION, (le 10 mars 2000)**

REGION	Carburant	Encre Imprimante	Bloc- Note	Feutre	Calendrier Historique Région sur papier	Crayon et Bic	Disquette contenant Calendrier Historique	Document Méthodologi que /version 21/2/2000
ZIGUINCHOR	120 90 100	1	5	15	1	C = 5 B = 15	inexistant	1
DIOURBEL	120 90 150	0	5	15		C = 5 B = 15	1	1
SAINT-LOUIS	180 120 300	0	5	15		C = 5 B = 15	1	1
TAMBACOUNDA	180 120 150	1	5	15		C = 5 B = 15	1	1
KAOLACK	140 90 200	0	5	15	1	C = 5 B = 15	1	1
THIES	120 90 90	0	5	15	1	C = 5 B = 15	1	1
LOUGA	160 100 240	0	5	15		C = 5 B = 15	1	1
FATICK	160 90 150	0	5	15		C = 5 B = 15	1	1
KOLDA	160 100 150	1	5	15		C = 5 B = 15	1	1
DAKAR	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA
<b>ENSEMBLE</b>	<b>1340 890 1500</b>	<b>3</b>	<b>45</b>	<b>135</b>	<b>9</b>	<b>C= 45 B=135</b>	<b>8</b>	<b>9</b>

NB: Au départ de la présente mission le fournisseur ne disposait que de trois cartouches d'imprimantes. Le complément sera remis à la prochaine mission, de même que le carburant.



Le 13 Avril 2000

**ACTUALISATION DU CALENDRIER HISTORIQUE EN VUE DE LA  
REALISATION DU RECENSEMENT GENERAL DE LA POPULATION  
ET DE L'HABITAT DU SENEGAL DE L'AN 2000 (RGPH/2000)**

**TOTAL CARBURANT BUDGETISE, QUANTITE EXECUTEE ET RESTANTE SELON LA REGION**

REGION	DOTATION BUDGETISEE			DOTATION EXECUTEE ET RESTANTE				
	Dotation sous préfets	Dotation Chefs de Bureau	Dotation Totale	Dotation 1	Dotation 2	Dotation 3	TOTAL EXECUTE	DOTATION RESTANTE
ZIGUINCHOR	400	400	800	120	90	100	310	490
DIOURBEL	350	400	750	120	90	140	350	400
SAINT-LOUIS	550	600	1150	180	120	300	600	550
TAMBACOUNDA	650	600	1250	180	120	150	450	800
KAOLACK	500	450	950	140	90	170	400	550
THIES	500	400	900	120	90	90	300	600
LOUGA	550	550	1100	160	100	200	460	640
FATICK	500	550	1050	160	90	200	450	600
KOLDA	550	550	1100	160	100	150	410	690
DAKAR	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA
<b>ENSEMBLE</b>	<b>4550</b>	<b>4500</b>	<b>9050</b>	<b>1340</b>	<b>890</b>	<b>1500</b>	<b>3730</b>	<b>5320</b>

DPS/RGPH/2000/CO.Q: CALENDRIER HISTORIQUE

Le 16 Octobre 2000

**ACTUALISATION DU CALENDRIER HISTORIQUE EN VUE DE LA  
REALISATION DU RECENSEMENT GENERAL DE LA POPULATION  
ET DE L'HABITAT DU SENEGAL DE L'AN 2000 (RGPH/2000)**

TOTAL CARBURANT BUDGETISE, QUANTITE EXECUTEE ET RESTANTE SELON LA REGION

	DOTATION BUDGETISEE			DOTATION EXECUTEE ET DOTATION RESTANTE	
REGION	Dotation sous préfets	Dotation Chefs de Bureau	Dotation Totale	TOTAL EXECUTE	DOTATION RESTANTE
ZIGUINCHOR	400	400	800	710	90
DIOURBEL	350	400	750	700	50
SAINT-LOUIS	550	600	1150	1150	0
TAMBACOUNDA	650	600	1250	1100	150
KAOLACK	500	450	950	900	50
THIES	500	400	900	800	100
LOUGA	550	550	1100	1010	90
FATICK	500	550	1050	950	100
KOLDA	550	550	1100	960	140
DAKAR	NA	NA	NA	NA	NA
<b>ENSEMBLE</b>	<b>4550</b>	<b>4500</b>	<b>9050</b>	<b>8280</b>	<b>770</b>